

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

RÉDACTION & ADMINISTRATION

17, RUE NEUVE, 17
Directeur-Gérant : ALFRED REBOUX
Bureau à Tourcoing, RUE DES POUTRAINS, 42

ABONNEMENTS ET ANNONCES:

RUE NEUVE, 17, A ROUBAIX. — A LILLE, RUE DU CURÉ SAINT-ÉTIENNE, 9 bis.
Paris, chez MM. HAVAS, LAFFITE et C^{ie}, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 34
Bruxelles, à l'Office de Publicité.

ROUBAIX, LE 4 DÉCEMBRE 1885

ON N'EXAGÉRERAIT RIEN

Les scrutins qui vont avoir lieu le 6 décembre en Vendée, le 13 décembre dans la Seine et le 20 du même mois dans le Tarn-et-Garonne vont fournir aux électeurs de ces départements une occasion de manifester une fois de plus leurs sentiments en ce qui touche la politique de gauche.

Y a-t-il lieu d'appréhender de la part du parti conservateur un mouvement de recul? Nous ne le croyons pas et pour avoir toute confiance dans l'avenir, il nous suffit de nous reporter non seulement à la situation qui existait avant le 4 octobre, mais aussi aux événements qui se sont produits depuis que le pays a rendu son verdict.

Nous n'avions certes jamais contesté la légitimité des critiques dirigées contre le gouvernement par les candidats conservateurs, mais nous ne pouvions espérer justification plus éclatante de leur dire que le spectacle offert au pays depuis que la Chambre est réunie.

C'est ce que fait très justement et très eloquemment ressortir le manifeste que vient d'adresser aux électeurs le comité Conservateur du département de la Seine.

Avant le scrutin du 4 octobre, l'opposition conservatrice montrait nos finances gaspillées, nos budgets désorganisés et prédisait qu'au lendemain des élections, on établirait de nouveaux impôts. Depuis les élections, nous avons eu une déclaration ministérielle dans laquelle on nous faisait connaître que le gouvernement étudiait les moyens d'augmenter les taxes existantes et au besoin d'en créer des nouvelles.

L'opposition n'exagérait donc rien, et ses prévisions étaient d'une justesse absolue.

L'opposition ajoutait qu'on compromettrait le drapeau de la France dans des expéditions ruineuses et stériles. Le plan imaginé par le cabinet pour le Tonkin, est-il autre chose que la confirmation de ces assertions? Ceux qui nous ont jeté dans ces aventures ont-ils trouvé un moyen de nous en sortir honorablement?

L'opposition n'exagérait donc rien et ses prévisions étaient d'une justesse absolue.

Que voyons-nous à Paris? L'administration, malgré les protestations des médecins, vient de chasser de trois hôpitaux les sœurs de charité.

Dans les départements on suspend sous de vains prétextes le traitement de nombreux desservants, mesure de haine et aussi atteinte directe aux droits des hommes de foi, qu'on expose à se voir privés de l'exercice du culte auquel ils tiennent.

L'opposition n'exagérait donc rien et ses prévisions étaient d'une justesse absolue.

L'opposition demandait ce qu'on faisait pour conjurer la crise économique. Cette question, elle est encore en droit de la poser, puisque tout ce qu'on a imaginé, c'est d'accentuer la politique radicale et d'aggraver ainsi la situation.

Sur ce point encore, l'opposition n'exagérait rien.

Les événements ont confirmé toutes ses assertions, justifié toutes ses prévisions. Ils ont dissipé tous les doutes qui pouvaient encore subsister chez les esprits prévenus. Les raisons que les électeurs avaient pour donner leurs suffrages aux conservateurs sont donc plus impérieuses que jamais et nous avons l'entière confiance qu'ils ne failliront pas à leur devoir de patriotes et de Français.

NOUVELLES DU JOUR

L'évacuation du Tonkin

Paris, 3 décembre. — M. Carnot, président de la gauche républicaine a porté à M. Brisson, l'expression des sentiments de ce groupe contre l'évacuation du Tonkin.

M. le Président du Conseil, après avoir remercié, a fait part à M. Carnot du revirement qui s'est produit à la Chambre.

Il a ajouté que, devant la presque certitude on lui était que les ordres seraient votés, il n'y avait pas lieu à interpellation, ainsi que le centre gauche en avait manifesté le désir.

M. Carnot a fait part de cette opinion de M. Brisson à M. Lenoël, président du centre gauche, qui, à son tour, demandera à M. de Marcère de ne pas donner suite à son intention.

Un nouveau Livre-Jaune

Paris, 3 décembre. — C'est probablement lundi que sera distribué le nouveau Livre-Jaune, relatif aux affaires du Tonkin.

Ce recueil contiendra toutes les dépêches échangées avec nos représentants dans l'Extrême-Orient depuis le mois d'avril jusqu'au 15 septembre dernier.

M. de Freycinet espère, par cette communication, mettre fin aux perquisitions indiscrètes de la commission des 33.

C'est un fol espoir qui, étant donné l'esprit régnant dans la commission, ne se réalisera certainement pas.

La lutte électorale dans le Tarn-et-Garonne

On écrit du département de Tarn-et-Garonne: « La campagne électorale pour la réélection des quatre invalides de ce département se poursuit avec un acharnement égal de part et d'autre. »

La pression officielle fait ouvertement. Jeudi dernier, tous les instituteurs étaient appelés à la préfecture; lundi, c'étaient les fourds percepteurs et les agents-voyers. Une foule de ces employés a stationné pendant toute la journée devant la préfecture. Chacun d'eux passait à son tour dans le cabinet préfectoral.

Les républicains vont à domicile recueillir les souscriptions et il n'est pas de sollicitations et même de menaces qu'on n'emploie pour recueillir des fonds. Ces agissements, dit *le Courrier de Tarn-et-Garonne*, mettent une telle irritation dans les esprits que beaucoup de conservateurs se proposent de mettre à exécution les magasins dont les propriétaires se sont signalés par leurs souscriptions.

Le même journal signale à Molières un fait de partialité révoltant: le parquet fait poursuivre M. Béteux sous l'inculpation de corruption électorale pour avoir donné l'ordre à un officier de Molières de donner ses consommations jusqu'à concurrence de 40 francs; or, si ce garde bien de poursuivre le sieur Béteux, garde-champêtre à Molières, qui, à la veille de l'élection, s'est présenté chez un caféier de cette localité et lui a dit: « Je viens vous donner l'ordre, de la part de M. le président du comité républicain, de donner des consommations jusqu'à 30 francs. »

D'autre part, le sous-préfet de Castelarrasin se promène en grand uniforme et flanqué de deux gendarmes dans toutes les communes de son arrondissement, cherchant à intimider les maires dont les mandats sont montrés trop récalcitrants.

Mais ajoutons qu'il n'est pas heureux dans sa tournée et que les électeurs sont tellement outrés de l'injure qui leur a été faite par la Chambre des députés, que le succès des conservateurs n'est pas douteux. La meilleure preuve en est le succès de M. Dessey de Boisy, dans le canton de Montpezat, où il a battu dans les élections au conseil d'arrondissement son adversaire républicain M. le docteur Rolland, par 1,176 voix contre 519.

La question des sucres

M. Mariage, fabricant de sucres à Thiant (Nord), secrétaire du comité central des fabricants de sucres, et M. Jacquemart, fabricant de l'Aisne, ont vu aujourd'hui MM. Fievet et Casimir Fournier, pour les entretenir sur la question des sucres soumise à la Chambre. La proposition des députés du Nord demande bien la prorogation de la surtaxe, mais ne fixe pas la durée.

M. Fievet, sénateur du Nord, appuiera sur la demande de ces messieurs une proposition tendant à fixer cette durée jusqu'à l'extinction des traités de commerce, c'est-à-dire jusqu'en 1892.

La Bourse de Paris

La Bourse a été fermée au début et cette fermeté ne s'est démentie que vers 2 heures sur le bruit qu'un désaccord s'était produit dans le Conseil de cabinet tenu ce matin, sous la présidence de M. Brisson, au sujet de la question d'évacuation du Tonkin et que l'amiral Galibier et le général Canpoen étaient demissionnaires; mais ce bruit a été bientôt démenti et la fermeté a repris le dessus. Il s'est, du reste, traité très peu d'affaires pendant toute la durée du marché. La hausse est de 10 centimes sur le 1 1/2, de 12 centimes sur le 3/0 et de 15 centimes sur l'amortissable. Après Bourse, le 3/0 qui s'élevait à 80 42, fait 80 45.

Deuxième congrès des catholiques de la Normandie

Rouen, 3 décembre. — La première séance du Congrès a eu lieu hier soir, dans les salons Vallot, sous la présidence de Mgr l'archevêque de Rouen. M. Grandjeu, à l'ouverture de la séance, a proposé au Congrès d'acclamer pour président M. Paul Allard.

M. Allard a donné lecture d'un remarquable discours sur les sentiments qui animent dans les circonstances présentes, les catholiques de Normandie, sur le but qu'ils poursuivraient dans ce Congrès et le travail qu'ils se proposaient d'accomplir dans ses nombreuses commissions.

Après l'envoi d'un télégramme au Saint-Père, Mgr Thomas a pris la parole et fait un magistral et éloquent commentaire de l'encyclique *Inimicula Dei*.

Accident à Toulon

Toulon, 3 décembre. — Un accident est survenu sur la chaloupe de la *Couronne*, en rade des îles d'Hyères. Le lieutenant de vaisseau Rougeolot expérimentait un canon revolver de 47 millimètres, quand, par une cause inconnue, la culasse fut projetée en arrière et le blessa à la mâchoire inférieure. M. Rougeolot a été conduit à l'hôpital maritime.

Les événements d'Espagne

Madrid, 3 décembre. — Le premier conseil des ministres a eu lieu sous la présidence de la régente. M. Sagasta a dit qu'une assemblée générale pour délits de presse et faits politiques était nécessaire. Il allégué des raisons de haute politique qui justifient cette mesure. La Régente a approuvé le projet.

Le conseil a adopté différents projets administratifs et le protocole relatif aux Carolines arrive aujourd'hui de Berlin.

Le duc de Montpensier et sa famille partiront demain pour San Lucas et reviendront au comble de cette décision telle qu'on la suppose, elle prouverait, non pas qu'on a en raison de nous embarquer dans l'affaire du Tonkin, mais tout sim-

Les élections anglaises

Londres, 3 décembre. — Sont élus : 262 libéraux ; 211 conservateurs et 53 parnellistes ; total des élus 526. Il reste 144 députés à élire, dont une trentaine seront parnellistes.

Il faut que les libéraux gagnent encore 77 sièges pour obtenir la majorité absolue sur les conservateurs et les parnellistes, tandis que 125 sièges sont nécessaires, dans ce but, aux conservateurs, ce qui est maintenant considéré comme impossible.

Le carlisme et l'Espagne

Il n'y a eu qu'une voix pour le constater : le parti conservateur espagnol s'est montré superbe de patriotisme, en face de la mort du roi Alphonse. M. Canovas a prouvé qu'il est aussi bon patriote qu'habile homme d'Etat.

Cette attitude correcte et désintéressée a fait appeler justement la droite monarchique le *parti de l'Navigation*.

Cet exemple a agi comme une vertu vivifiante sur les autres groupes. Don Carlos l'a suivi. D'après une dépêche de Paris, le secrétaire du duc de Madrid a écrit une lettre à M. le prince Valori où il déclare que Don Carlos n'approuvera aucun coup de tête et qu'il arrêtera, au contraire, les impatientes.

Ces sentiments honorables et grandissent le duc de Madrid. Des amis imprudents nous le montraient déjà organisant l'insurrection et soulevant les provinces du Nord de l'Espagne. Ce serait dans ces circonstances, plus que la guerre civile, ce serait le triomphe des idées radicales, et, après de longues années d'anarchie, la réapparition des dictatures militaires.

Don Carlos l'a compris. Son patriotisme est plus grand, plus éclairé que celui de certains amis. Il a rendu à son pays un service incomparable, il a servi la cause de la justice avec autant d'abnégation que d'intelligence.

Ce danger serait écarté, et nous croyons que, jusqu'au printemps et jusqu'au lendemain des élections, aucun événement important ne viendrait changer la situation. M. de Canovas a groupé, par sa conduite habile, tous les généraux, toutes les forces patriotiques autour de ce trône qui est le symbole des gloires du passé et l'augure précieux d'un avenir tranquille.

Hélas! ce grand et pauvre pays mériterait enfin un sort plus doux. La justice de Dieu a passé sur lui sous la forme de ces malheurs publics qui l'ont éprouvé et épouvanté. Dans l'histoire de l'humanité, la miséricorde suit les longues épreuves, et comme, par une loi presque fatale, les peuples, arrivés au zénith de la gloire et de la prospérité, sont ceux qui commencent à pencher vers le déclin, de même aussi, les nations, un instant bruyées par les événements et des crises, puis sent dans ce baptême du malheur un principe de vitalité, une force de résurrection.

C'est l'application politique et historique du mot si beau et si catholique de Tertullien : *Simpliciter, senex christiannus*. Ce sont les malheurs noblement supportés qui font les peuples forts et grands. Et, certes, si jamais nation a porté noblement et fièrement ses chaînes ou ses épreuves, c'est bien l'Espagne qui a chassé les Maures et sauvé la civilisation occidentale.

UN SEIZE-MAI OPPORTUNISTE

Voilà une lettre sur laquelle nous ayons l'attention de nos lecteurs. Elle leur apprendra que les conservateurs doivent se tenir sur leurs gardes et ne pas trop se fier à la trêve des confiseurs.

Monsieur,

L'opportuniste est dans la joie. Les dépositions du général Bréche de l'île et de M. Pateñote ont ralliés les cœurs et relevé les courages.

Les anticambriens de M. Ferry, silencieuses et désertes depuis de longs mois, commencent à se repeupler. On remarque des allées et venues nombreuses aux abords de la maison de l'aveue de l'Alma.

Dans les couloirs de la Chambre, on voit des jeunes — l'espoir du parti — s'entretenir avec animation, esquiver des gestes énergiques, et se jeter aux échos les mots de *dissolution* et de *renouveau*, et s'en aller par troupes avec des airs conquérants.

Ceux qui de la Chambre ont un plus long usage, et affectent autant de détachement que de discrétion.

Mais ils suivent, eux aussi, les agissements de la commission du Tonkin, avec l'anxiété fébrile du joueur qui vient de jeter sur le tapis sa dernière pièce de vingt francs.

Au fond de tout cela, il y a un plan, que je puis vous faire connaître.

Les opportunistes se croient au moment de ressaisir le pouvoir.

L'enquête sur le Tonkin doit, dans leur estimation, leur refaire une virginité, en aboutissant tout simplement à la continuation de l'expédition et de la politique coloniale.

Vous voyez bien, diront-ils, après le vote des crédits demandés, la commission de droitières et de radicaux qu'on avait nommé contre nous et qui devait si bien liquider notre politique, n'a rien trouvé de mieux que de continuer les orremets de M. Ferry! Sommes-nous assez vengés des accusations et des calomnies dirigées contre nous? Ce sont nos ennemis eux-mêmes qui se sont chargés de faire la preuve de notre innocence!

Vous me direz peut-être que c'est aller un peu vite de décompter ainsi à l'avance la décision de la commission; et que, d'autre part, en admettant cette décision telle qu'on la suppose, elle prouverait, non pas qu'on a en raison de nous embarquer dans l'affaire du Tonkin, mais tout sim-

plement qu'il n'existe pas en ce moment de moyen honorable d'en sortir!

D'accord! Veuillez remarquer que je vous donne l'opinion des opportunistes et non la mienne. Ces honnêtes gens tiennent au suffrage universel, ce raisonnement : « On reste au Tonkin, donc le Tonkin est une bonne affaire. Et vous aurez des milliers de gogos qui répondront: «Évidemment!» oubliant que les affaires dont on sort le plus difficilement, sont les mauvaises. »

Etant donc admis que la commission du Tonkin doit donner le lait de chaux destiné à blanchir le syndicat opportuniste, voici le programme de l'assaut à livrer pour enlever le pouvoir.

Le ministre Brisson n'est pas un obstacle. De toutes façons, il est condamné. S'il ne tombe pas sur la question du Tonkin, l'extrême-gauche lui fera un inceste de quelque autre question secondaire, et l'opportunisme lui réserve de belles fustiges.

M. Grévy ne peut être réélu président de la République que par et pour les opportunistes.

Au Sénat la majorité est nettement opportuniste et Ferryiste.

Maintenant supposons le ministre Brisson par terre. Qui le remplacera?

M. Clémenceau? Pas si bête! Il ne durera pas huit jours!

Qui? On est l'homme capable de rallier une majorité dans la Chambre?

Il n'y a pas un.

Cette constatation une fois faite, et bien faite, il faudra prendre un parti.

C'est alors que M. Ferry s'adressera à M. Grévy et lui tiendra à peu près ces discours :

« Vous sommes vos meilleurs amis, puisque c'est nous qui nous avons réélus. Chargez-nous de constituer un ministère de dissolution. Le Sénat est tout prêt à faire des lois à la Chambre. Nous nous engageons à mener les élections et à empêcher dans le pays une majorité républicaine de gouvernement! »

M. Grévy accepte, le Sénat dissout, et le Seize-Mai opportuniste est fait.

Inutile de dire que le duc de Waldeck-Rousseau aurait la mission de mettre la main sur le cœur du Suffrage universel, en qualité de ministre de l'Intérieur; mais non sans avoir, au préalable, baillonné la presse.

— Nous nous chargerons de faire parler la France, me disait hier un jeune, paraissant un mot qui fut beaucoup reproché à M. Baragou.

Je vous entends : vous allez me dire : « Et à Paris, que pense-t-on de cela? »

A Paris, où les affaires vont horriblement mal, on veut sortir du cauchemar, mais on a peur d'une Révolution. Entre une dictature opportuniste et une dictature radicale, on préfère la première.

La monarchie n'appartient encore que dans le lointain; et quant au bouapartisme, on n'y croit plus! Paris laisserait faire.

Ce serait la province qui, en dépit de la candidature officielle la plus effrénée, pourrait seule faire avorter ce seize-mai opportuniste!

Il y a aussi les événements imprévus. Mais, en attendant, tenez pour certain que l'opportunisme prépare une revanche et médite un coup.

— La date? — Vous voulez la date? En février, disent les augures!

LE ROMAN

DU PRINCE DE BULGARIE

C'était le soir même de l'entrée des Serbes sur le territoire bulgare. Les débris de la campagne avaient été heureux pour les compagnons d'armes du roi Milan; il semblait qu'avant peu l'armée entrerait victorieuse à Sofia; l'ordre allait être donné aux musiques militaires d'étudier une marche triomphale composée par un maître slave en vue de cette circonstance solennelle. La joie débordait dans le camp serbe, le vin de Negotin, volé et d'un goût de terroir fort agréable, coulait à flots, déhant les langues et stimulant la gaieté générale.

On avait fait d'assez nombreux prisonniers, officiers et soldats. Tandis que ces derniers avaient été internés dans les casernes, les officiers, libres sur parole, fraternisaient avec leurs camarades serbes. Que cela ne vous étonne pas. Malgré la guerre due à la politique de leurs gouvernements, les deux peuples serbe et bulgare sont de la même race, de la même religion; leurs mœurs, leurs coutumes se ressemblent. La politique seule les divise; mais, après le combat, ils ne cachent pas, quand l'occasion se présente, leurs sentiments fraternels. C'est ainsi que le soir du 18 novembre, un capitaine bulgare, capturé dans la journée, était assis à la même table que plusieurs officiers serbes, renforcés de quelques correspondants de journaux.

On avait discuté assez froidement les chances de la guerre (la conversation avait lieu en français, et les Serbes, tout en encourageant la légitiime susceptibilité de leur hôte et prisonnier, ne cachent pas leur certitude d'en finir rapidement, et dissimulant mal leur médiocre respect pour les talents militaires et politiques du prince de Bulgarie).

Le Bulgare, un homme de trente ans, à la tournure intelligente et martiale, sorti, comme la plupart de ses camarades, de l'Académie militaire de St-Petersbourg, tortilla ses moustaches et parut réfléchir comme quelqu'un qui hésite, selon la parole de l'Evangile: « Tourne la langue dans ta bouche avant de parler. » Il commença enfin :

— Permettez-moi, messieurs, de vous dire que vous pourriez bien vous tromper. Notre souverain n'est pas un homme à dédaigner. Il a joué jusqu'à présent un rôle modeste et effaçé, j'en conviens, mais je crains qu'il ne fera parler de lui. Je ne veux pas faire l'article (sic) pour le prince Alexandre et entonner son éloge, — ce n'est ni le lieu, ni le moment — mais je puis vous assurer qu'Alexandre de

Battenberg n'acceptera pas avec la résignation d'un Oriental les premiers arrêts de la fortune; il se défendra, au contraire, avec une énergie sauvage; il luttera jusqu'à sa dernière cartouche, et ce n'est qu'après un vainqueur du champ de bataille, en sera rapporté mort.

Il y eut dans l'assistance des sourires assez mal dissimulés. Le Bulgare continua :

— Et savez-vous pourquoi? Non parce que notre prince est un grand homme de guerre ou parce qu'il est supérieur à tant d'autres soldats qui font bravement leur devoir, mais parce que le prince Alexandre combat non-seulement pour sa couronne, pour sa gloire militaire, mais parce qu'il se bat pour sa dame, comme les paladins du moyen âge.

— Mais c'est un roman! fit quelqu'un d'entre nous.

— En effet, nous autres, à Sofia, nous appelons cette histoire « le roman du prince », et comme bien des romans, il est vni d'un bout à l'autre. Personne d'autre vous n'ignore que le prince est un des plus beaux hommes du siècle, très grand, très distingué d'allures, portant avec une élégance suprême l'uniforme, capable de tourner la tête à toutes les femmes, fussent-elles modestes ou princesses. C'est, d'ailleurs, un privilège de race. Tous les princes et toutes les princesses de la maison de Hesse ont cet avantage, et c'est à l'impression profonde que le frère de notre prince a faite sur la princesse Beatrix, qu'il doit la position enviée de gendre de la reine Victoria. Le prince Alexandre vint assister au mariage de son frère et j'ous l'honneur de l'accompagner. Vous savez, messieurs, qu'il n'est pas rare qu'à l'occasion de fêtes de mariage, dans les festins, des relations s'établissent entre des invités de deux sexes qui ne se connaissent pas et qui deviennent tout à coup leur sympathie mutuelle.

— Le coup de foudre! fit l'incongru in-terrupteur.

— Tout le monde rendit hommage à la bonne mine et à la fière allure de mon souverain; la reine Victoria d'Angleterre, surtout, prit en grande dépit le frère de son gendre — au grand déplaisir du prince de Galles, de l'impératrice Dagmar et de la duchesse Thyra de Cumberland, qui voyait avec dépit la faveur dont le Battenberg jouissait auprès de leur mère, belle-mère et tante. Mais celle à qui le prince plut tout particulièrement, ce fut la princesse du sang d'un grand empire dont la politique est dirigée par celui qui l'on a nommé souvent le nouveau Richelieu, et qui, en tout cas, est depuis quinze ans l'arbitre de l'Europe. Grâce à la protection de la reine d'Angleterre, qui tient à la jeune princesse par des liens de parenté très étroits, les choses marchèrent assez rapidement, et les fiançailles de la princesse Victoria, petite fille de l'empereur d'Allemagne et la reine d'Angleterre, avec le prince Alexandre de Battenberg furent célébrées immédiatement si le nouveau Richelieu n'avait opposé son veto absolu à ce mariage.

Il ne convenait pas d'unir une princesse d'aussi haut lignage, appelée par sa naissance et le prestige de sa maison à s'asseoir sur un des premiers trônes de l'Europe, au petit souverain d'un Etat demi-barbare, dont la situation était précaire, et qui, par-dessus le marché, était vassal du sultan, et à toutes les prières, aux supplications de deux cours tendrement épris, Richelieu opposa la froide raison d'Etat et ce frounement de sourcils qui fait faire toute opposition et contraint les opposants, quels qu'ils soient, à rentrer dans le rang.

Le prince Alexandre dut céder. Il rentra chez lui en proie à un sourd désespoir et n'ayant en tête cette idée, sortie de cette position précaire qu'on lui reprochait, conquérir l'indépendance de sa couronne, attirer sur lui l'attention générale par quelques actions d'éclat. Alors on ne le traitait plus en petit garçon, on souverain de pacotille; alors, un empereur d'Allemagne lui-même ne rougissait plus de lui accorder la main d'une princesse de sa dynastie. Quinze jours après le retour du prince éclatait la révolution de Roumélie. Jus-que-là, Alexandre de Battenberg s'était montré très circonspect, très réservé, chaque fois qu'il avait été question d'un mouvement de ce genre.

Cette fois, il prit la direction du mouvement et s'y jeta à corps perdu, avec l'ardeur d'un lut insuré de corps. Tout le monde en fut surpris, sauf ceux qui connaissent les préoccupations intimes d'Alexandre et ceux-là, bien rares, qui avaient surpris ses confidences. Aujourd'hui il s'agit de prendre la couronne ou de doubler, de tripler la mise; le prince, soyez-en persuadé, messieurs, jouera en désespéré, ou, pour dire le mot, en amoureux. Il sait que s'il perd, ce n'est pas à sa couronne seulement qu'il doit renoncer, mais au mariage qu'il désire accomplir. Dans de telles circonstances, la vie est peu de chose. Aussi, messieurs, écoutez le conseil d'un franc et loyal ennemi : ne vous endormez pas sur vos lauriers...

— A l'heure qu'il est, dit un des Serbes en tirant sa montre, c'est pourtant ce que nous avons de mieux à faire.

La séance fut levée.

Aujourd'hui, les auditeurs de l'officier bulgare doivent faire de singulières réflexions sur le roman du prince de Battenberg. — PAUL ABRETT. — (National).

LA COMMISSION DU TONKIN

Paris, 3 décembre. — C'est M. Thomson qui, à la séance de la commission du Tonkin, a, dans la séance d'aujourd'hui ouvert le feu des auditions.

Comme on le verra, sa déposition a été ce qu'elle pouvait être, absolument favorable à l'occupation. L'Extrême-Orient, selon lui, tout le monde, français, colons, indigènes le réclame.

Après force éloges adressés au conseil colonial de la Cochinchine, le gouverneur ambulant de cette province, questionné sur les causes d'infériorité du commerce français dit qu'il faut l'attribuer au caractère timide et peu entreprenant du commerçant français.

Il fait ensuite l'exposé budgétaire. Il croit que la colonie pourra plus tard se subvenir à elle-même, et ne rien coûter à la métropole.

D'après le traité de Hué les marchandises paient 500 ad valorem. Des tarifs identiques pour les quatre provinces seraient préférables. Les marchandises françaises 40 0/0, les étrangères 60 0/0. M. Hublard. — Combien y a-t-il de français en Cochinchine?

M. Thomson : 1800 électeurs dont 400 fonctionnaires rieurs.

La conclusion de M. Thomson est la suivante : Il faut maintenir l'occupation du Tonkin et le protectorat sur l'Annam.

M. de Hautefeuille, lieutenant de vaisseau qui a beaucoup exploré le Tonkin, est ensuite entendu. Il s'étend longuement sur la navigabilité du fleuve Rouge.

Il dit qu'il existe des mines de charbon non exploitées à Hong-Kai et Reboau. La qualité de ce charbon n'est toutefois pas très bonne.

M. Le Myre de Villiers, le préfet de M. Thomson en Cochinchine, est ensuite entendu.

Il dit que dix mille hommes suffiraient pour aller à Canton, mais que ce serait pas une solution. On a proposé trois autres, l'occupation complète, l'évacuation et le protectorat politique. Le quatrième moyen dilatoire invoque pour marquer les déficiences et dévaouer le passé à été mis en avant. C'est rester devant les mêmes difficultés avec le grave inconvénient de l'équivoque. Je ne puis me prononcer pour l'occupation complète.

M. Le Myre de Villiers estime que pour l'occupation complète de l'Annam et du Tonkin, il faut 50 mille hommes et cent millions.

L'idée d'employer des troupes indigènes n'est pas heureuse.

Le système d'occupation unique du Delta et du Fleuve Rouge n'est pas pratique. L'abandon totale serait funeste. Le seul moyen pratique est le protectorat politique. On occuperait quelques forteresses avec une flotille sur les côtes. Neuf mille hommes et quinze millions suffiraient.

Un incident a surgi à la suite de cette déposition, MM. Perin et Lockroy, à qui le ministre de la guerre voulait confidentiellement communiquer le dossier Hebingzer, se sont refusés à prendre seuls connaissance de ces pièces et la commission a demandé qu'elles lui fussent toutes communiquées.

Il y aura séance demain pour la lecture des procès-verbaux.

Les auditions sont complètement closes.

BULLETIN ÉCONOMIQUE

Note sur l'emploi de la laine peignée dans la fabrication lyonnaise

Voici la fin de la note qui a été présentée par MM. Gouy, Raphael et Cie à la chambre syndicale des patrons tisseurs mécaniques de Lyon :

L'approvisionnement de la place en fils de laine ne saurait, en principe, offrir plus de difficultés que l'approvisionnement en cotons. Il y a déjà des maisons qui vendent de la laine; elles étendent leurs affaires et d'autres s'établiront à côté; à mesure que la demande augmentera, on peut se fier à leur concurrence, et au besoin que ressentent les filatures et les peignages du Nord pour voir les prix se niveler et Lyon obtenir la matière première aux mêmes conditions. A peu de chose près, que les fabrications rivales.

Quant à la création des articles nouveaux, c'est l'œuvre propre de la fabrique, et ce doit être l'objet de ses préoccupations les plus sérieuses. Qu'elle y arrive de prime abord, sans tâtonnements et sans sacrifices, il n'y a pas de doute; qu'elle y échoue définitivement, après des recherches consciencieuses et suffisamment prolongées, nous ne saurions l'admettre. Elle a donc assez de preuves de sa souplesse et de son esprit d'invention, elle est servie par un personnel assez nombreux et assez expérimenté de dessinateurs, de tisseurs, d'auxiliaires de tout genre, pour être en mesure de résoudre progressivement tous les problèmes que cette création suppose. Le jour où ils seront tranchés, la question du débouché sera aussi. Car s'il est évident que l'on ne viendrait pas acheter à Lyon des tissus identiques à ceux de Reims et de Roubaix, il n'est pas moins certain qu'on lui demandera volontiers des étoffes de composition et d'aspect original, quoique semblables par les matières.

Le tissage des étoffes à base de laine